

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 01 au 07 octobre 2016

Rappel, la semaine dernière : Pensions de retraite, Calais et la crise migratoire, Hommage aux Harkis, Syrie ...

Sauvetage d'Alstom - Belfort : faible

La commande publique de 15 TGV à Alstom a été **faiblement commentée (8 réactions seulement) mais de façon majoritairement critiques** : dominant les sentiments d'un « *gaspillage inutile de l'argent public* » et d'une « *manœuvre électoraliste* » de la part du Chef de l'Etat.

Deux correspondants à l'inverse ont choisi de « *féliciter* » une décision qui « *sauve des milliers d'emplois directs et indirects* » sur le territoire belfortain, mais mettent en garde sur la légalité et l'iniquité de ce plan : « *prenez garde à ne pas déstabiliser Bombardier en favorisant trop Alstom* » ; « *est-il permis par l'Europe d'acheter sans appel d'offre ?* ».

Réduction des avantages des ex-présidents : faible

La publication du décret instaurant une dégressivité des moyens accordés aux anciens Présidents a été commentée par une douzaine de Français.

Si deux personnes saluent cette décision « *sensée* » et « *attendue* », les dix autres regrettent que le Président ne soit « *pas allé au fond des choses* » : bien qu'en accord avec le principe, ils estiment que les privilèges restants « *sont trop nombreux* » en les assimilant « *à du vol autorisé* ». Ces correspondants ne comprennent pas pourquoi les anciens Présidents ont droit à des avantages à vie : « *les citoyens qui subissent un arrêt d'activité ont droit à une prise en charge limitée dans le temps, cela devrait être identique pour les anciens présidents* ».

La moitié reproche également l'absence de mesure concernant le montant des retraites des anciens Présidents (« *pour cinq ans de service la somme est astronomique !* »). 4 critiquent enfin le calendrier de sa mise en place : « *la réduction des privilèges ne sera effective qu'au bout de cinq années suivant le départ de l'Elysée, l'égalité doit commencer maintenant !* ».

Non revalorisation des pensions de retraite : modéré à fort, en légère hausse

L'annonce de la non revalorisation des pensions de retraites au 1^{er} octobre a entraîné **45 réactions de colère ou de déception de la part de retraités**, soit à peine plus que la semaine dernière.

Pour contester le bien-fondé du prolongement du gel des retraites, **58% témoignent d'un quotidien difficile, impacté par la hausse de leurs frais de santé et de la fiscalité locale** : « *tout augmente dans la vie courante, les mutuelles de santé ont augmenté, les impôts fonciers ont augmenté d'au moins 10%. Le pouvoir d'achat ne fait que diminuer* ». Plus d'un tiers d'entre eux **rejetent l'argument d'une inflation nulle** avancé par le ministre du budget qu'ils accusent de ne pas avoir connaissance du « *quotidien des Français* ».

L'annonce concomitante de la revalorisation du RSA a en outre suscité un fort sentiment d'injustice chez certains : « *toujours plus à ceux qui ne font rien* ». « *Voilà 4 années consécutives de hausse du RSA comme cette fois de 2% pour des personnes qui généralement ne contribuent pas aux différents impôts de la nation* ».

Plus politiques, **30% des correspondants, souvent sympathisants de gauches, disent avoir vu leur confiance totalement rompue avec le Président** qui aurait « *balayé avec mépris d'un revers de la main les revendications des petites retraites* ». Ils critiquent au passage son bilan et lui dénie une filiation avec les valeurs historiques de la gauche : « *par respect pour les grandes figures du socialisme, ne vous dites pas de gauche. Ancien secrétaire d'un parti qui s'est coupé du peuple depuis bien longtemps, vous avez oublié vos fondamentaux* ».

Enfin, **11% se projettent d'ores et déjà dans les présidentielles de 2017 et adressent une mise en garde** au Chef de l'Etat (« *Attention M. le Président, les retraités votent.* »), cachant à demi-mot un vote en faveur « *des extrêmes* » au mois de mai prochain : « *je sais déjà ce que je voterai en 2017* ».

Accueil des réfugiés : modéré, en légère baisse

La question des réfugiés et de l'immigration en général a suscité 32 courriers, la situation de la ville de Calais étant passée au second plan.

Les **81% hostiles à l'accueil**, font un lien avec islamisation et précarité des Français (« *la France est très majoritairement opposé à l'installation et le financement par nos impôts de "migrants" majoritairement musulmans* »), quand les **19% favorables aux droits des réfugiés** invoquent des considérations humanitaires ou citent des cas particuliers : « *des enfants scolarisés, issus le plus souvent de familles de réfugiés, dorment dehors car aucune structure n'est en mesure d'accueillir tous les demandeurs d'hébergement d'urgence* ».

Bombardements en Syrie – Alep : toujours faible

11 correspondants ont choisi de s'exprimer sur le conflit syrien contre une quinzaine la semaine dernière.

La plupart d'entre eux, « **bouleversés** » par les images « **d'horreur sanguinaire** » **exhortent le Président de la République à « agir sans tarder »**, action qui doit prioritairement être menée sur le terrain pour « *faire face à l'urgence humanitaire* ». Deux correspondants font d'ailleurs référence au Président Mitterrand ayant « *courageusement atterri à Sarajevo, au milieu de la guerre* » en 1992. Deux autres demandent une parole forte de la France au sein de la communauté internationale en faveur de la signature d'un cessez-le-feu. Enfin, une personne s'interroge sur le positionnement de la France « *au cas où la situation diplomatique dégènerait* » entre la Russie et les Etats-Unis.

Hommage aux Harkis : en baisse

La reconnaissance de la responsabilité de la France dans l'abandon des Harkis a suscité 11 courriers, dont six proviennent d'associations, principalement de Harkis. **Tout en remerciant chaleureusement le Président** pour son discours (« *notre profonde gratitude pour votre courageuse et historique décision* »), ces messages notent l'approche des élections présidentielles et disent attendre des « *réparations* » concrètes pour les Harkis et leurs descendants : « *à chaque période proche des élections, nous avons droit à des beaux discours [...] mais aucun acte, aucune indemnisation, aucun soutien* ». Les critiques sur le fond du discours demeurent très minoritaires : « *pas un mot sur les massacres des Pieds noirs par le FLN* ».

Propos du Pape sur l'enseignement de la « théorie du genre » : très faible

Les déclarations du Pape sur l'enseignement de l'égalité citoyenne à l'école n'ont fait l'objet que d'un seul commentaire désavouant ses propos.

En revanche, **la réponse de la ministre de l'éducation nationale a entraîné 4 réactions unanimement critiques**. Ces personnes se disent « *choquées* » par l'attitude « *arrogante* » d'une « *ministre de rien du tout* » qui se serait permis de « *recadrer le Pape* » : « *je pense qu'il serait bien de dire à Madame Vallaud-Belkacem de respecter notre Pape en ne l'insultant pas. Le respect est le même pour tous !* ».